



Lutte contre l'addiction et cadre légal : comment l'État protège-t-il les joueurs ?

Actualité législative publié le 11/04/2025, vu 295 fois, Auteur : [Juris Mestra](#)

En France, plus d'un million de personnes présentent un risque modéré à excessif de jeu problématique. Le cadre législatif montre encore certaines limites face à la multiplication des plateformes numériques.

L'essor des jeux d'argent en ligne transforme en profondeur les pratiques de consommation, en particulier chez les jeunes et les publics fragiles. En France, **plus d'un million de personnes présentent un risque modéré à excessif de jeu problématique**, selon l'Observatoire des jeux. Cette réalité soulève des inquiétudes croissantes en matière de santé publique.

Le cadre législatif, bien que renforcé au fil des années, **montre encore certaines limites face à la multiplication des plateformes numériques**. L'État tente de concilier liberté d'entreprendre, fiscalité et prévention des comportements addictifs. Entre encadrement strict, campagnes de sensibilisation et mécanismes d'auto-exclusion, le dispositif légal évolue pour mieux répondre à cette problématique.

Cet article fait le point sur les chiffres, la régulation actuelle et les pistes envisageables pour protéger les joueurs tout en maintenant un marché des jeux licite et contrôlé.

De plus en plus de joueurs en France et dans le monde

Le marché mondial des jeux d'argent en ligne connaît une croissance exponentielle. Selon une étude de Statista, **ce secteur devrait générer plus de 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires d'ici 2026**. En France, l'Autorité nationale des jeux (ANJ) indique que le nombre de comptes de joueurs actifs a dépassé les **3,5 millions en 2023, contre 1,4 million en 2015**. Cette progression reflète une démocratisation de la pratique, rendue possible par l'accessibilité des plateformes numériques.

Les jeunes adultes constituent une cible particulièrement vulnérable. D'après une enquête menée par Santé Publique France en 2022, près de **17 % des joueurs âgés de 18 à 24 ans présentent un comportement de jeu excessif ou problématique**. L'essor des paris sportifs, fortement promu sur les réseaux sociaux, alimente cette tendance.

En parallèle, les opérateurs non autorisés attirent une part croissante des mises. L'ANJ estime que le marché illégal représente entre 750 millions et 1,5 milliard d'euros par an. Ces chiffres alarmants soulignent l'urgence d'un encadrement plus strict. **L'absence de règles précises sur certaines pratiques marketing ou de filtres efficaces sur les contenus destinés aux mineurs aggrave le phénomène**. La frontière entre divertissement et addiction devient de plus en plus ténue. Les pouvoirs publics doivent renforcer les dispositifs de régulation pour freiner l'expansion de ces risques.

Une régulation en demi-teinte

La France a adopté en 2010 la *loi n°2010-476* relative à l'ouverture à la concurrence et à la régulation du secteur des jeux d'argent en ligne. Ce texte a permis de légaliser certaines pratiques, comme les paris sportifs, hippiques et le poker en ligne, sous le contrôle de l'ANJ. Toutefois, la loi a exclu les jeux de casino en ligne, jugés trop addictifs.

Pour mieux comprendre comment choisir un site respectant ces normes, vous pouvez [découvrez les casinos en ligne fiable sur iepslibramont.be](https://iepslibramont.be), où sont répertoriés des sites conformes aux exigences légales et éthiques.

L'ANJ contrôle les opérateurs agréés, impose des obligations en matière de protection des joueurs et lutte contre les sites illégaux. Les opérateurs doivent afficher des messages de prévention, proposer des outils d'auto-limitation et d'auto-exclusion, et financer des campagnes d'information.

Malgré ces avancées, la régulation reste incomplète. Le développement rapide de nouvelles formes de jeux échappe encore à un cadre cohérent. Les plateformes illégales prolifèrent, souvent hébergées à l'étranger, en dehors de toute supervision. L'efficacité des mesures actuelles demeure donc partielle, tant sur le plan de la prévention que sur celui de la répression.

Le monopole de l'État sur les jeux de grattage

La Française des Jeux (FDJ), privatisée en 2019 mais toujours placée sous la tutelle de l'État, conserve un monopole sur les jeux de grattage et de tirage. Ce statut découle de l'*article 2 de la loi du 21 mai 1836*, toujours en vigueur. Il vise à limiter la prolifération incontrôlée de jeux instantanés jugés hautement addictifs.

Les jeux à gratter représentent plus de 45 % du chiffre d'affaires de la FDJ. Leur accessibilité dans les points de vente physiques en fait l'une des principales portes d'entrée vers le jeu excessif. Malgré cela, les mesures de contrôle dans les bureaux de tabac restent peu efficaces pour interdire la vente aux mineurs.

Quelles solutions ?

Plusieurs leviers peuvent être activés pour améliorer la prévention de l'addiction aux jeux. L'une des premières mesures consisterait à renforcer la régulation des publicités. L'ANJ, depuis 2021, recommande une **limitation stricte des messages promotionnels**, en particulier pendant les compétitions sportives. Une réglementation plus claire pourrait interdire toute incitation directe à miser.

Le développement de programmes d'éducation au jeu responsable dans les établissements scolaires permettrait également de sensibiliser les jeunes aux risques. Le renforcement des filtres parentaux et la collaboration avec les géants du numérique pourraient limiter l'exposition des mineurs.

Enfin, la **généralisation de l'auto-exclusion centralisée**, expérimentée depuis 2022, mérite une extension à toutes les formes de jeu. Ce registre, consultable par les opérateurs agréés, vise à empêcher toute réinscription sans autorisation expresse. Les pouvoirs publics doivent également renforcer les contrôles sur les plateformes illégales et en bloquer l'accès via les fournisseurs d'accès à Internet.

Le mot de la fin

La lutte contre l'addiction aux jeux en ligne nécessite une réponse à la fois juridique, sociale et éducative. Si la France dispose d'un cadre réglementaire relativement avancé, les défis demeurent nombreux.

Les chiffres actuels démontrent un accroissement des comportements à risque, notamment chez les jeunes. **L'État doit poursuivre ses efforts pour adapter la loi aux évolutions technologiques et sociales.** La prévention, la régulation et la répression doivent agir de concert pour garantir une pratique du jeu encadrée, transparente et respectueuse de la santé publique.